



Urgence climatique, alerte sécheresse, flambée des prix de l'énergie, risque de pénurie alimentaire.

Le dernier rapport du GIEC est vraiment alarmiste.

Il est urgent d'agir, à tous les niveaux, et dans tous les secteurs : réduire les énergies fossiles, augmenter les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, changer les modes de consommation...

A cette urgence climatique s'ajoutent les conséquences mondiales de la guerre en Ukraine, sur l'alimentation, sur l'énergie, sur les prix et les taux d'intérêts.

Faut-il alors modifier la politique municipale ? Et comment ?

La majorité municipale a commencé à intégrer certaines exigences écologiques :

- Mise en régie municipale d'une exploitation agricole destinée à produire en bio à l'usage exclusif de la cantine scolaire.
- Construction de la nouvelle MJC et du restaurant scolaire dans le respect des exigences actuelles de qualité écologique gouvernementales. (RE2020)

Mais devant l'urgence ces actions sont insuffisantes. Aussi nous demandons la mise en place d'une politique de sobriété positive :

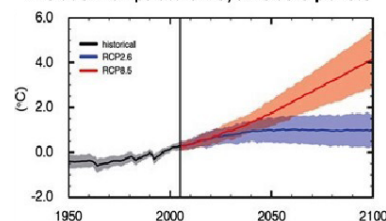
Se contraindre à moins de consumérisme, accepter de changer, préférer être acteur plutôt que subir peut aussi être une source d'enrichissement. La commune se doit de donner l'exemple. Elle pourra en tirer des économies.



Action municipale directe :

- Mettre en place une politique de réduction de consommation des fluides (eau, carburants, électricité) avec évaluation régulière.
 - Choisir des plantes sans arrosage pour les espaces verts municipaux
 - Réduire les éclairages nocturnes municipaux.
 - Faire un diagnostic complet de tous les bâtiments municipaux et engager rapidement les travaux nécessaires : isolation, fin du fuel, panneaux solaires.

Evolution Température moyenne de la planète



Scénario 1 : Economie du « laisser aller »

Scénario 2 : Economie éco-responsable

- Promouvoir l'utilisation des transports publics, du vélo, et du covoiturage :
 - Négocier un tarif « réseau communal » sur les bus pour rejoindre les gares, des passages plus fréquents, et des tarifs réduits train+bus.
 - Inciter les entreprises de la communauté de communes à verser le « forfait mobilités durables ».
- Revoir le plan d'investissement. Nous pensons à la remise en cause du parking souterrain à côté de la nouvelle MJC (1,7 millions d'euros).

Actions auprès des agents économiques et des particuliers :

- Les terres agricoles doivent servir d'abord à l'agriculture vivrière (légumes ou fruits) :
 - Favoriser l'installation de jeunes agriculteurs et la conversion des terres en bio ou en agroécologie, y compris sur des terrains municipaux ; inciter à réduire les superficies de plantations de sapins.
- Aider à la rénovation des logements mal isolés et mal chauffés.
- Aider à la production d'électricité solaire (cf mouvement : <https://energie-partagee.org/>)
- Organiser des permanences régulières de conseils pour des bâtiments performants en énergie.
- Mettre en place des assemblées citoyennes pour permettre l'émergence d'idées...

**Un grand défi nous attend.
C'est (plus que jamais) le moment pour
Chaponost, et pour la planète !**

Par les élus « C'est le moment pour Chaponost » :
Daniel Serant ; Catherine Poinson ; Christian Gautier ; Anne Arnoux.